



INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

Canadian
Historical
Association



Société
historique
du Canada

**Respecter les droits des Franco-Ontariens à l'éducation postsecondaire en français :
lettre ouverte de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française et de la Société
historique du Canada**

Montréal | Ottawa, 19 avril 2021

M. Doug Ford
Premier ministre de l'Ontario

M. Ross Romano
Ministre des Collèges et Universités

M. le Premier ministre Ford,
M. le ministre Ross Romano,

L'Institut d'histoire de l'Amérique française* et la Société historique du Canada** ont suivi avec stupeur et consternation le dossier de l'Université Laurentienne depuis quelques mois. L'appel conjoint que nous avons lancé en février vous demandant d'intervenir rapidement pour préserver la mission de cette institution n'a pas été entendu. Le dénouement, rendu public le 12 avril dernier, constitue une véritable tragédie pour le monde de l'histoire et des sciences humaines, pour la grande communauté francophone de Sudbury, de l'Ontario et du Canada, ainsi que pour l'ensemble du monde universitaire.

Depuis la création de l'Université Laurentienne en 1960, les professeurs et les chercheurs en histoire et en sciences humaines ont joué un rôle important dans l'affirmation de la communauté franco-ontarienne. Ils l'ont documenté, ont accompagné son dynamisme. Ils ont également, à titre d'universitaires, contribué à la vitalité de la recherche à l'échelle du Canada. Le couperet brutal tombé cette semaine, abolissant 28 programmes en français, dont ceux de premier cycle en histoire en français, de second cycle en histoire en anglais et en français, en études françaises, en philosophie, etc., est reçu à la fois comme la négation de ces années d'efforts et comme un frein à l'espoir. Nous condamnons donc fermement la suppression de l'ensemble de ces programmes et des postes qui les accompagnent.

Nous sommes par ailleurs profondément choqués de la façon dont le corps professoral, le personnel et la communauté étudiante de l'Université Laurentienne ont été traités dans tout ce processus. Le recours à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers* pour « restructurer » l'institution a permis des décisions prises à huis clos, des congédiements cavaliers, et la négation de la collégialité qui est au fondement même du monde universitaire. Les informations qui nous parviennent depuis quelques jours démontrent que l'administration de l'Université Laurentienne a pris des décisions non avisées au cours des dix dernières années, dans le contexte de baisses de financement et d'une exigence de rentabilité qui, dans le monde du savoir, ne se justifient pas. Cette logique entrepreneuriale, fondée sur la demande et la rentabilité des programmes, non seulement affecte de manière injuste et disproportionnée la communauté franco-ontarienne, mais elle fragilise également la recherche et l'enseignement universitaires en contexte régional. Plus largement, elle met en péril la mission première de l'université.

Votre gouvernement se doit de respecter les droits des Franco-Ontariens à l'éducation postsecondaire en français en assurant à celle-ci un financement public adéquat. Avec le plus faible investissement dans l'éducation postsecondaire par habitant au pays, le gouvernement de l'Ontario est responsable de la crise dans laquelle l'Université Laurentienne a plongé les étudiant.e.s, les professeur.e.s et le personnel licencié outrageusement, ainsi que toute la communauté francophone de l'Ontario.

Cette crise sans précédent démontre avec fracas que le bilinguisme institutionnel à l'Université Laurentienne est un échec. Il vous appartient désormais d'agir en partenariat avec le gouvernement fédéral, qui affirme vouloir assumer son rôle de soutien des minorités linguistiques, afin d'assurer que l'Université de Sudbury ait les moyens nécessaires pour prendre la relève et offrir un enseignement universitaire complet en français dans le Moyen Nord ontarien. Il s'agit d'une condition essentielle à la vitalité et à l'épanouissement social, économique et culturel de la communauté franco-ontarienne.

Cordialement,



Brigitte Caulier
Présidente
L'Institut d'histoire de l'Amérique française



Penny Bryden
President
Canadian Historical Association | Société historique du Canada